

**A R R E T E N° 2023.0176**

DP 025 580 23 A0152

<b>MAIRIE de VALENTIGNEY</b>		<b>DECLARATION PREALABLE DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE</b>
Demande déposée le 22/12/2023 et complétée le 22/12/2023		<b>N° DP 025 580 23 A0152</b>
Par :	<b>EFFY SOLAIRE Chez Apem energie représentée par M. Cédric BOCQUET Po/ M. Michel SANCHEZ</b>	Surface de - m <sup>2</sup> plancher :
Demeurant à :	<b>6, rue de bretagne 38070 ST QUENTIN FALLAVIER</b>	
Sur un terrain sis à :	<b>21 bis, rue Etienne Oehmichen 25700 VALENTIGNEY BS 218</b>	
Nature des Travaux :	<b>Installation photovoltaïque en intégration simplifiée sur toiture d'une maison individuelle</b>	

**Le Maire de la Ville de VALENTIGNEY**

**Vu** la déclaration préalable présentée le 22/12/2023 par EFFY SOLAIRE Chez Apem energie représentée par M. Cédric BOCQUET Po/ M. Michel SANCHEZ,

**Vu** l'objet de la déclaration pour les travaux suivants :

- Installation photovoltaïque en vue de la production d'énergie renouvelable : Puissance totale : 3,8 kW. Surface solaire prévue : 19,63 m<sup>2</sup> et comprenant 10 panneaux répartis comme suit :
  - 1 ligne de 6 panneaux, verticaux, orientés est, en Intégration simplifiée, pour l'autoconsommation de l'énergie produite avec vente du surplus. La dimension du champ photovoltaïque sera L=6,52 m, H=1,81 m.
  - 1 ligne de 1 panneau, verticaux, orientés est, en Intégration simplifiée, pour l'autoconsommation de l'énergie produite avec vente du surplus. La dimension du champ photovoltaïque sera L=1,09 m, H=1,81 m.
  - 1 ligne de 1 panneau, verticaux, orientés est, en Intégration simplifiée, pour l'autoconsommation de l'énergie produite avec vente du surplus. La dimension du champ photovoltaïque sera L=1,09 m, H=1,81 m.
  - 1 ligne de 2 panneaux, verticaux, orientés ouest, en Intégration simplifiée, pour l'autoconsommation de l'énergie produite avec vente du surplus. La dimension du champ photovoltaïque sera L=2,17 m, H=1,81 m.
- Sur un terrain situé 21 bis, rue Etienne Oehmichen
- Pour une surface de plancher créée de 0.00 m<sup>2</sup>,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, et R421-1 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 octobre 2013 et le 22 mai 2014, et ses annexes, modifié par délibération du 16 novembre 2016,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) du Doubs et de l'Allan dans le Pays de Montbéliard et du Rupt sur la Commune de Bart approuvé le 27 mai 2005,

**ARRETE N° 2023.0176**

DP 025 580 23 A0152

**ARRETE****Article 1 :**

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition.

**Article 2 :**

Il est rappelé au pétitionnaire les articles L461-1 à L461-4 du code de l'urbanisme concernant le **droit de visite et de communication**. Ce dernier peut être exercé par l'autorité compétente pendant la durée des travaux et jusqu'à six ans après l'achèvement des travaux.

**Article 3 :**

Si vous entendez contester la présente décision, vous pourrez saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent la réception de la présente. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme.

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt

Transmis à la sous-préfecture le :

Affiché le :

Notifié le :

22 DEC 2023

29 DEC 2023

29 DEC 2023

29 DEC 2023



Valentigney, le 27 décembre 2023

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée

Lise VURPILLOT

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**


---

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.